

A black and white close-up portrait of Jacques Lanctôt, an older man with a thoughtful expression, looking slightly downwards and to the left. He is wearing a white shirt. The background is dark. The text is overlaid on the lower half of the image.

JACQUES LANCTÔT

Les Plages de l'exil

Stanké

JACQUES LANCTÔT
Les Plages de l'exil

Stanké

Une compagnie de Quebecor Media

*À mes deux enfants nés en exil, Olga et Agathe,
et aux sept autres, pour qu'ils sachent que leur
père Noël à eux n'est pas une ordure.*

*À ces débardeurs du port de Montréal
qui nous ont fait le signe de la victoire,
avant notre départ pour l'exil.*

*Et à ces milliers d'hommes et de femmes
qui ont cru en nous et qui continuent de croire
que le pays du Québec verra le jour bientôt.*

« On regrette toujours pour rien,
étant donné qu'on ne peut qu'après. »

RÉJEAN DUCHARME, *L'Avalée des avalés*

« Celui qui ne découvre pas le monde
tous les jours ne l'a jamais vu. »

THALÈS DE MILET

Avant-propos

C'est connu, celui qui ne regrette rien de ses actions passées, qui ne renie pas ses rêves de jeunesse est mal vu et condamné à la vindicte publique. Une telle attitude fait de lui un attardé, un aveugle, un nostalgique tristounet, un *has-been* ridicule. Bref, qui veut briller et s'attirer les sympathies officielles a tout intérêt à afficher quelque désillusion, des regrets, de l'amertume, et à classer son passé dans la colonne « Erreurs de jeunesse ». Tout en prenant la posture d'usage, celle de celui qui en fut un jour mais qui en est revenu, fort heureusement. Ce n'est pas mon cas.

Éditeur pendant vingt-cinq ans, j'ai cherché durant toutes ces années de grâces à plaire, à charmer, c'est le propre de l'éditeur. C'était l'autre facette de ma personnalité, celle qui composait facilement avec tout le monde, les gens de la politique comme de la culture. Mais lorsque venait le temps de revendiquer mon passé de « felquist », sans honte aucune, je subissais les foudres des nouveaux censeurs et soulevais leur indignation ridicule.

Cet ouvrage se veut une réponse à ces jugements *ex cathedra*. Non, je ne regrette rien. Ou si je regrette une chose, c'est bien que par nos actions, pacifiques ou radicales, nous n'ayons pas encore obtenu l'indépendance du Québec, cette saine coupure avec un système qui n'a jamais défendu nos intérêts. Mais comme l'a déjà dit un écrivain dont j'ai oublié le nom, « la défaite a un aspect positif en ceci qu'elle n'est pas définitive, alors que la victoire a un aspect négatif, car elle n'est jamais définitive ».

En novembre 1979, lorsque est venu le moment pour le juge de prononcer ma sentence pour l'enlèvement

– dont je m'étais moi-même reconnu coupable – du diplomate britannique James Richard Cross, déclenchant ainsi la fameuse crise d'Octobre 1970, j'ai demandé à prendre la parole et à m'expliquer. En langage juridique, on appelle cela un « *locutus* avant sentence ». Et mes avocats, M^{es} Robert Lemieux et Claude Lebeau, étaient tous deux d'accord pour que je le fasse.

J'ai alors lu un poème de Pierre Perrault, et une déclaration de Félix Leclerc qui disait à peu près ceci : J'ai pris conscience du poids de la dépendance lorsque j'ai vu l'armée canadienne débarquer sur mon île, l'île d'Orléans. Deux poètes s'exprimaient sur ce qui s'était passé selon eux en octobre 1970, des visions différentes de celles que voulaient bien nous présenter les autorités et le pouvoir judiciaire.

Le juge m'a alors dit de revenir le lendemain pour que je connaisse ma sentence. Il ne s'attendait certes pas à ce que je revendique de la sorte, par la bouche de poètes, mon « crime ». Oui, je me reconnaissais coupable d'avoir pris la défense de l'indépendance nationale du Québec, d'avoir lutté en faveur de la liberté, d'avoir revendiqué l'émancipation des travailleurs québécois, d'avoir imité d'autres révolutionnaires dans le monde qui luttaient les armes à la main contre l'injustice, en enlevant un diplomate britannique qui était loin d'être un simple symbole, mais bien le représentant d'un régime raciste qui nous opprimait depuis plus de deux cents ans et qui avait semé la haine, l'injustice et l'apartheid en Afrique.

Le lendemain, plutôt que de me condamner à une sentence de deux ans moins un jour, comme il l'avait fait quelques semaines auparavant pour ma sœur et son mari, ce qui leur permettait à eux de purger leur peine dans une prison provinciale et de bénéficier d'une libération conditionnelle au sixième de leur peine, le juge

Mayrand m'a condamné à trois ans d'emprisonnement, que je dus purger obligatoirement dans un pénitencier fédéral. Pour justifier sa sévérité soudaine, il m'a dit : « Vous ne manifestez aucun regret. Au contraire, en prenant la parole, hier, vous avez fait l'apologie de votre crime et je me dois de vous condamner », etc.

Ce jour-là, j'ai pensé mourir. Moi qui voulais le plus rapidement retrouver le contact avec mon Québec chéri qui m'avait tellement manqué, voilà que j'en serais séparé pendant au moins deux ans. Une éternité pour moi qui revenais de mes quelque neuf ans d'exil à Cuba puis en France. Et pendant les quatre ou cinq semaines où j'ai été détenu au pénitencier à sécurité maximale de Sainte-Anne-des-Plaines, en attendant mon « classement » – quel affreux mot ! – et l'évaluation de mon degré de dangerosité, je me suis creusé la tête pour imaginer comment je pourrais mettre fin à mes jours. Parfois, je me promenais seul dans la cour du pénitencier et je m'approchais des clôtures. Je m'imaginai en train d'essayer de m'évader en escaladant la clôture métallique surmontée de barbelés, tandis que les gardiens postés aux quatre coins de la cour me lançaient un ou deux avertissements puis, devant mon refus d'obtempérer, me tiraient dessus, par derrière. C'était la mort que je souhaitais, celle qui viendrait par derrière moi, sans surprise.

Je n'ai pu bénéficier, inutile d'expliquer pourquoi, d'aucune libération conditionnelle, ni au sixième ni au tiers de ma peine. Mais je ne m'en plains pas, c'est le prix que j'ai dû payer pour garder la tête haute. J'ai payé le plein prix pour pouvoir dire que la vie est le résultat de ce que nous bâtissons, et ce que nous bâtissons est le fruit de nos rêves.

J'ai longtemps fui les confidences, et les quelques entrevues que j'ai données à gauche et à droite ne m'ont

jamais servi. Je ne veux pas qu'on me vole ma mémoire, et c'est la raison pour laquelle j'ai voulu écrire ce récit. Contrairement à ce que certains peuvent penser, je déteste parler de moi. Je n'estime pas être un joueur majeur sur l'échiquier politique du Québec ; si c'eût été le cas, je ne serais sans doute pas ici, devant mon ordinateur, à tenter de rassembler les différentes parties de cette histoire. Je serais occupé à d'autres tâches, plus urgentes, que celle de me raconter aujourd'hui. Mais pourtant l'histoire, celle qui concerne mon exil à Cuba et en France, mérite, je crois, d'être racontée. Sans passé, on n'a pas d'avenir, ai-je lu quelque part. Je revendique le premier, quant au second, il reste toujours à construire.

C'est ce que j'ai décidé de faire, avant qu'il ne soit trop tard, avant que la mémoire ne laisse un grand trou noir en moi et que d'autres ne tentent d'inventer le récit de toutes pièces.

Voici donc une histoire, faite de petites et de grandes histoires, qui a commencé bien avant que je ne l'écrive. Vous y trouverez, pêle-mêle, entre réalité et démesure, mes rêves et mes amours, tels que je les ai vécus entre l'exil et le retour, un retour qui, en fait, n'a jamais eu lieu. Parce que de l'exil, on ne revient jamais.

À ceux qui chercheraient dans ce récit des révélations explosives, je dirai simplement qu'ils devront fouiller ailleurs, chez ceux qui fabriquent la fiction mieux que moi et qui ont une propension facile à inventer des complots dans chacune de nos actions de revendication collective. Je me permettrai simplement de paraphraser le psychanalyste Jacques Lacan : « Je dis toujours la vérité, mais pas toute la vérité parce qu'il est impossible de dire toute la vérité, nous manquerions de mots. C'est justement cette impossibilité qui fait que la vérité aspire au réel. »

Première partie

Cuba

I

L'arrivée

Je suis arrivé à Cuba dans la nuit du 3 au 4 décembre 1970. Je venais d'avoir vingt-cinq ans. Le gouvernement fédéral, dirigé par Pierre Elliott Trudeau, nous avait octroyé un sauf-conduit vers ce pays des Caraïbes, en échange de la remise en liberté du diplomate britannique James Richard Cross que nous détenions depuis environ deux mois. Il avait préféré nous expédier à Cuba plutôt qu'en Algérie, où le Canada n'entretenait que des relations commerciales très superficielles. Par contre, avec Cuba, c'était totalement différent. Le Canada maintenait d'excellentes relations commerciales et diplomatiques avec la jeune Révolution cubaine, au pouvoir depuis janvier 1959. Le gouvernement canadien pourrait donc exercer, au besoin, des pressions pour tempérer nos ardeurs. Car c'était un secret de Polichinelle que Cuba aidait les révolutionnaires du monde entier en leur fournissant, souvent, un entraînement à la guérilla urbaine ou rurale.

Je ne sais pas quel était notre numéro de vol puisqu'il s'agissait d'un vol des plus irréguliers, mais je me souviens très bien de l'avion, un gros C-130 Hercules (à hélices) des Forces armées canadiennes qui, quelques jours auparavant, avait largué au-dessus du Pakistan des vivres pour les sinistrés du tremblement de terre. (C'était l'époque où l'armée canadienne se donnait des airs humanitaires.) De sorte que l'avion n'était qu'une carlingue métallique vide, sauf deux ou trois rangées de sièges à l'avant où nous avons pris place, Suzanne, ma femme, mon fils Boris, âgé de près de deux ans, Louise, ma sœur, son mari, Jacques Cossette-Trudel, Marc Carbonneau, Yves Langlois et l'ambassadeur cubain au Canada. Dans la cabine de pilotage se trouvaient le pilote, le copilote et un médecin de l'armée canadienne. Car ma femme était enceinte de neuf mois et donc sur le point d'accoucher. Pour tout bagage, j'avais avec moi une petite mallette, dans laquelle je conservais précieusement le papier « officiel » du FLQ, avec le patriote armé en filigrane, surmonté des trois couleurs du drapeau des patriotes, imprimées par sérigraphie, un procédé relativement nouveau au Québec, à l'époque.

Un hélicoptère des mêmes Forces armées, de ceux qui peuvent transporter quelques hommes de troupe et un blindé léger, nous avait emmenés de l'emplacement qui avait été désigné temporairement comme territoire inviolable de la République de Cuba, sur une île de Terre des Hommes, jusqu'à l'aéroport de Dorval (l'aéroport de Mirabel n'avait pas encore été construit). Mon fils pleurait, il était terrorisé en raison du bruit d'enfer que faisait l'hélicoptère alors que nous survolions une dernière fois Montréal illuminé de tous ses feux dans cette nuit hivernale du 3 décembre, et je le serrais très fort dans mes bras. Nous allions vers un destin totalement

inconnu, et l'adrénaline ne m'avait pas encore quitté tout à fait. J'étais persuadé que tout cela n'était que mise en scène et bluff, qu'après une heure ou deux l'avion ferait demi-tour et nous, nous prendrions la direction de la prison. Nous avions libéré l'ambassadeur britannique, qui était demeuré dans ce pavillon de Terre des Hommes, et nous pensions que le gouvernement canadien ne respecterait pas sa parole de nous octroyer un sauf-conduit pour Cuba. La présence de l'ambassadeur cubain à nos côtés me rassurait quelque peu, mais je me disais qu'on aurait pu tout aussi bien le berner lui aussi.

Le vol dura près de quatre heures. C'était, comme on peut l'imaginer, des plus sinistres. Bien sûr, il ne s'agissait pas de discuter sur le confort, on n'avait guère le choix et on prenait d'emblée ce qu'on nous offrait : un laissez-passer ou un aller simple (sans passeport) pour une destination soleil, sans qu'on connaisse la date du retour.

Ça pleurait fort dans l'avion. Tout le monde avait le cœur gros. C'était la première fois qu'on quittait notre Québec chéri que nous avions plongé dans une grave crise avec l'enlèvement du diplomate britannique James Cross, le représentant de la reine d'Angleterre, un pays aux mains sales, comme on dit dans la *common law*, parce qu'il était responsable, entre autres, de l'apartheid en Afrique, un continent qu'il avait morcelé joyeusement pour mieux régner, et de l'introduction de l'opium en Chine, qui en avait pâti pendant des décennies. Sans parler de l'Irlande à feu et à sang. Et de notre Québec colonisé et occupé militairement. Il ne s'agissait plus d'une mission humanitaire pour l'armée canadienne, mais bien d'une sévère mise au pas, d'une vaste opération pensée en haut lieu pour terroriser la population.

On quittait également nos frères emprisonnés dont nous n'avions pas réussi à obtenir la libération et d'autres

camarades du Front de libération du Québec réfugiés dans une clandestinité de moins en moins sécuritaire. Je me sentais coupable de les abandonner tous au beau milieu de la lutte. Je pensais également à ces débardeurs qui avaient osé nous saluer spontanément avec le V de la victoire, lorsque nous avons traversé rapidement le port de Montréal avec les motards de la police qui nous ouvraient le passage, en route vers l'île Notre-Dame. Ce geste de sympathie pouvait leur valoir de graves problèmes, puisque le FLQ avait été déclaré illégal et que toute manifestation de soutien était interdite sous peine d'arrestation et de mise en accusation.

J'étais exténué. Toutes ces semaines à vivre sous une tension extrême m'avaient épuisé, sans parler de ces dernières heures où on avait joué notre ultime carte. J'étais triste et ne me considérais nullement chanceux d'échapper à la prison, aux militaires et aux trois corps policiers lancés à notre recherche, surtout ceux des brigades spéciales chargées de nous pourchasser. Eux ne faisaient pas dans la dentelle. C'étaient des hommes sans scrupules. Un fort sentiment de défaite me verrouillait le corps. Nous n'avions pas vaincu comme le proclamaient les communiqués du FLQ, même si nous avons obtenu la lecture et la publication du manifeste. Le gouvernement avait réagi comme une personne en danger de mort, une personne qui craint pour sa vie, et il avait sorti son artillerie lourde. C'était comme s'il jouait son avenir dans cette négociation avec nous et il avait pris les grands moyens en jouant le tout pour le tout. Accepter nos conditions aurait été fatal pour lui, semble-t-il. C'est ainsi que je m'expliquais sa réaction démesurée. Alors

que les gorilles au pouvoir, au Brésil ou ailleurs, avaient accepté, eux, de libérer des prisonniers politiques, le gouvernement fédéral du Canada, lui, semblait beaucoup plus faible et il ne pouvait se permettre de perdre la face. Six ans plus tard, le Parti québécois prendrait malgré tout le pouvoir au Québec, la victoire ne s'était pas fait attendre si longtemps, mais ça, c'est une autre histoire...

Comme l'avion ne semblait pas tourner en rond et se dirigeait vers le sud – on devinait nettement, par le hublot, la côte est américaine –, je pensais que nous allions finalement atterrir sur une île des Caraïbes appartenant au Commonwealth, la Jamaïque, par exemple, et que là-bas des policiers de la GRC arrivés avant nous nous arrêteraient. Aussi, lorsque le gros C-130 Hercules se posa sur la piste de l'aéroport international José Martí de La Havane, à Rancho Boyeros plus précisément, vers une heure du matin dans la nuit du 3 au 4 décembre 1970, je me sentis enfin rassuré.

De l'hiver, nous passions à la chaleur des Caraïbes, la chaleur solaire et la chaleur humaine. Nous échappions aux mesures de guerre pour nous retrouver au cœur des luttes anti-impérialistes, dans le premier territoire libre d'Amérique latine qui avait fait trembler l'empire américain, Cuba, un pays qui me marquerait à jamais.

On nous dirigea vers un petit salon de l'aéroport. Il y avait sur place un ou deux photographes et une petite équipe de la télévision cubaine, et nous avons improvisé une courte conférence de presse, en anglais malheureusement, une langue que nous ne maîtrisions pas tout à fait, car nos hôtes cubains ne parlaient pas français. On nous dit qu'on avait laissé entendre, pendant un certain temps, que Fidel Castro viendrait nous accueillir à l'aéroport mais que son emploi du temps l'en avait empêché au dernier moment. Pieux mensonge ou

vérité? J'ai appris, par la suite, que Fidel travaillait jour et nuit, qu'il n'avait pas d'horaire fixe, ni pour manger ni pour dormir, et qu'il recevait des visiteurs de jour comme de nuit un peu partout sur l'île. Le pays tout entier était son bureau de travail. Pas étonnant qu'il se soit ruiné la santé avec un tel train d'enfer. Mais notre condition d'humbles révolutionnaires ou de révolutionnaires en herbe n'en demandait pas tant, de toute façon, et nous n'étions pas vexés, bien évidemment. Le plus important, c'est que nous venions bel et bien de franchir une frontière; nous étions arrivés à Cuba et tout le monde était sain et sauf.

On nous offrit des jus de mangue, un fruit jusque-là inconnu pour moi (n'oubliez pas que nous étions en 1970 et que ces fruits exotiques ne se vendaient pas au Québec; j'en avais vaguement aperçu quelques-uns dans la vitrine d'une épicerie fine, Dionne, sur la rue Sainte-Catherine Ouest, dans le temps des fêtes, mais sans trop savoir de quoi il s'agissait). Peut-être même avons-nous eu droit à un verre de rhum, mon premier rhum cubain et certes pas le dernier. Il y avait aussi des cigarettes et des cigares. Mon fils semblait apprécier et l'accueil et le jus, tandis que ma femme se tenait le ventre comme si elle était sur le point d'accoucher. Lorsque Marco, celui qui nous servirait de guide et d'interprète pendant les années à venir, posa affectueusement sa main sur mon épaule pour me manifester sa solidarité, je sursautai. Je n'étais pas habitué à ce qu'on me touche. Je revenais de loin, j'arrivais de dix mois de clandestinité, une clandestinité des plus frugales et austères, j'avais les nerfs à fleur de peau, et tant de chaleur humaine me bouleversait. Je n'allais pas tarder à m'habituer aux épanchements et aux effusions de toutes sortes. Les Cubains sont très « touche-touche » et je le deviendrai moi aussi, à la longue.

On nous fit ensuite monter dans un minibus pour touristes et on prit la route de la capitale. Je me souviens qu'il faisait nuit, une nuit tropicale terriblement noire parce que l'électricité était rationnée, et aussi qu'il faisait chaud. Je voyais par la fenêtre des palmiers racoleurs et des lauriers roses qui me semblaient gigantesques, des panneaux publicitaires exhortant la population à économiser l'eau et l'électricité, et d'autres qui clamaient : *Cuba si ! Yankee no !* J'étais dépaysé à souhait, je ne savais plus si je devais me réjouir ou pleurer, je n'avais plus de repères. Ce sentiment d'étrangeté n'allait pas me quitter pendant les dix années à venir, mais cela, je ne le savais pas encore. J'avais avec moi mon bébé d'une vingtaine de mois, Boris, et ma femme allait accoucher d'un deuxième enfant quelques heures seulement après notre arrivée. Une telle venue laisse nécessairement des traces et d'heureux souvenirs, et fait en sorte qu'on puisse se sentir un peu moins étranger dans le nouveau pays.

On nous emmena à l'hôtel *Deauville*, situé face à la mer, sur le *malecon* (front de mer) havanais, au coin de la rue Galeano, dans le quartier Centro Habana, et on nous logea au treizième étage, qui avait été réservé exclusivement pour nous, notre guide et interprète de même que des agents de la sécurité. À vrai dire, je n'avais jamais pénétré dans un hôtel même si, ayant exercé le métier de chauffeur de taxi pendant un an pour pouvoir terminer mes études, j'avais fait monter de nombreux voyageurs aux portes des luxueux hôtels de Montréal.

Mais cette nuit-là, ce qui nous préoccupait le plus, c'était de nous reposer de ces dernières quarante-huit heures épuisantes. La nuit précédente avait été particulièrement éprouvante, dans la maison de la rue des Récollets, à Montréal-Nord, et j'avais cru que notre heure était arrivée. La police et l'armée avaient fermé la rue, plus

personne n'y circulait, ni piétons ni voitures, les soldats étaient postés sur les toits en face de notre appartement, on voyait clairement leurs fusils pointés en notre direction, les hélicoptères volaient au-dessus de nous dans un vacarme ahurissant. Les policiers avaient coupé l'eau et l'électricité, et nous, nous avons répliqué en ouvrant toutes les fenêtres, de façon à créer un courant d'air au cas où on nous balancerait des gaz lacrymogènes. Le froid pénétrait lentement mais sûrement par toutes ces ouvertures, et nous nous attendions à un assaut imminent qui se terminerait dans un bain de sang, malgré notre maigre arsenal : un bâton de dynamite sans détonateur, un pistolet de calibre 22 et une carabine tronçonnée sans cartouches ! Pas de quoi vraiment résister. Bref, une nuit blanche alimentée de fortes doses d'adrénaline, sur fond de guerre à finir.

Je m'endormis rapidement, avec mon fils entre moi et ma femme. L'air salin entrant par la porte du petit balcon, laissée ouverte, et j'entendais le doux clapotis des vagues. Quel changement de décor ! Demain serait un autre jour, qui nous verrait sous des cieux plus cléments. Nous allions assister à la naissance de la solidarité.

Le sommeil fut de courte durée. Deux ou trois heures à peine. Ma femme me réveilla, aux abois, elle venait de perdre ses eaux, il fallait rapidement aller à l'hôpital. Ah, oui ! Nous étions maintenant à Cuba, dans un pays inconnu. Ce n'était pas un rêve. Je ne me souvenais plus du numéro de la chambre de Marco, aussi je pris l'ascenseur, descendis au rez-de-chaussée et allai réveiller le veilleur de nuit qui somnolait derrière la réception de l'hôtel. Je lui expliquai tant bien que mal qu'il fallait que je parle de toute urgence à Marco. Marco me rejoignit rapidement et je lui expliquai la situation. Il réveilla José, celui qui serait notre chauffeur indéfec-

tible pendant de nombreux mois, et Reynaldo, un agent de la sécurité cubaine, puis nous montâmes pour aller chercher Suzanne. Je laissai Boris, mon fils, avec ma sœur Louise et nous sommes partis tous les cinq à l'hôpital, le *Sagrado Corazon* (aujourd'hui *Gonzalez Coro*), dans le quartier du Vedado, à une dizaine de minutes de l'hôtel.

Suzanne mit au monde quelques instants plus tard une petite fille aux cheveux foncés. Le médecin qui l'accoucha ne parlait pas français mais, par contre, le pédiatre qui l'examina par la suite et que nous avons revu à quelques reprises le parlait. C'était un chic type qui manifesta dès le départ une réelle empathie pour notre petite famille. Je me souviens qu'à notre première rencontre, lorsque je suis retourné à l'hôpital après avoir dormi quelques heures, il m'offrit le café dans son bureau, un café très sucré et chaud, précédé d'un verre d'eau fraîche. Mon premier café cubain. Un rituel qui allait se répéter partout sur cette île si chaleureuse. Le pédiatre avait appris le français en Algérie où il avait été envoyé en mission d'entraide dès l'arrivée au pouvoir du Front de libération nationale, en 1962, soit quelques années après le triomphe de la Révolution cubaine.

À peine arrivée dans le monde, ma fille dut s'adapter au mélange des langues et des cultures. Le personnel de l'hôpital eut rapidement le dessus sur nous, elle était plus souvent dans les bras des Cubaines que dans les nôtres, de sorte que lorsque nous lui parlions en français, elle semblait toute perdue, la pauvre. Nous lui avons donné le prénom d'Olga Nadine, mais tout le monde l'appelait Olga ou Olguita, un nom fort populaire à l'époque en raison de la présence des Soviétiques à Cuba. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous avons choisi ce prénom, car nous ne voulions pas que les gens autour de

nous éprouvent des difficultés en prononçant un nom trop français ou qu'ils le déforment.

Comme il n'y avait pas vraiment de conditions adéquates pour la garder avec nous à l'hôtel *Deauville* (pas de couchette pour bébé, mais surtout pas de biberons de lait, pas de couches, etc.), nous dûmes la placer dans une garderie pour bébés naissants. Nous étions consternés. Nous n'avions pas le choix, mais on s'empressa de nous rassurer. Cette garderie était très bien entretenue et il n'y avait pas à craindre pour la santé et la sécurité de notre enfant.

Trois fois par semaine, nous partions à la rencontre de notre bébé, qui nous regardait de plus en plus comme si nous étions des étrangers. Mais nos responsables cubains nous rassuraient en nous promettant que d'ici quelques mois nous pourrions la garder avec nous. Cette immersion dans un environnement hispanique, qu'elle a connue depuis son plus jeune âge, a dû influencer par la suite son parcours puisque ma fille vit depuis une quinzaine d'années en Amérique centrale, d'abord au Costa Rica puis sur une île, au Panama.

Comme nous souhaitions qu'elle porte un jour la nationalité québécoise, qui n'existe toujours pas d'ailleurs, nous avons refusé que sa naissance soit enregistrée à l'ambassade canadienne. Pas question pour l'instant de mettre les pieds en territoire ennemi. On verrait bien avec le temps ce qui se passerait au Québec, je me disais que ce n'était qu'une question d'années, une ou deux, trois tout au plus. Quant à la nationalité cubaine, je ne crois pas qu'elle y avait droit, ses parents n'étant pas cubains.

La pauvre ! Olga fut pendant un certain temps considérée comme une apatride, elle n'avait pas la nationalité canadienne ni la nationalité cubaine. Elle n'existait

tout simplement pas légalement. Elle ne pouvait donc pas voyager ni avoir de passeport. Sa mère, Suzanne, qui n'était pas recherchée par la police ni par Interpol, put un jour en demander un auprès de l'ambassade canadienne, mais le nom de notre fille n'y fut inscrit que temporairement, puis radié parce que nous avons dépassé le délai réglementaire pour les inscriptions de naissance à l'étranger, qui est de un an. Cela finira par s'arranger un jour, après de nombreuses péripéties et avec l'intervention du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et les apatrides, une fois que nous serons rendus en France. Olga a maintenant son passeport canadien, et j'attends toujours pour son passeport québécois.